



## COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION FRANCE VICTIMES

Le 19 janvier 2021

### Affaire Duhamel

#### **Pourquoi la suppression de la prescription pour les violences sexuelles sur mineurs n'est pas une solution pour les victimes : la Fédération France Victimes s'appuie sur son expérience terrain**

**Dans le cadre du débat sur la prescription de l'action publique relancé dans la société française avec l'affaire Olivier Duhamel, la fédération France Victimes est favorable au maintien des délais de prescription pour les violences sexuelles sur mineurs.**

France Victimes et son réseau de 130 associations d'aide aux victimes reçoivent depuis près de 40 ans des personnes victimes de violences sexuelles. France Victimes a également pris en charge de juin 2019 à octobre 2020 le recueil de milliers témoignages pour la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE), qui concernaient très majoritairement des faits prescrits. La fédération France Victimes dispose donc d'une expertise qui plaide en faveur du maintien de la durée après laquelle une procédure judiciaire peut aboutir qui est portée aujourd'hui à 30 ans après la majorité d'une victime de violences sexuelles.

Les violences sexuelles sur mineurs laissent des séquelles indélébiles et imprescriptibles, elles sont génératrices de grandes souffrances qui bouleversent les relations personnelles et familiales aux répercussions multiples tant pour les victimes que leurs proches. Mais l'imprescriptibilité peut générer une survictimisation – c'est-à-dire ajouter du mal au mal – en cas de non-aboutissement d'une procédure judiciaire bien des années après, faute de preuves, de témoignages, d'indices fiables et concordants. Cette issue peut être compliquée à vivre pour les victimes. Les victimes demandent – toujours et avant tout – la reconnaissance de leur vécu et ont besoin d'être écoutées.

**Les victimes doivent disposer d'un absolu droit à la parole, au récit, à l'écoute. Quel que soit le moment où les victimes de violences sexuelles dénoncent les faits, la Fédération France Victimes demande qu'une enquête soit engagée systématiquement afin d'auditionner les parties, de convoquer les témoins et de libérer la parole des victimes quel que soit le moment où les victimes de violences sexuelles dénoncent les faits.** La possibilité d'une véritable audience pour permettre une reconnaissance des faits et juger les actes doit être

imaginée par le législateur même si la responsabilité pénale de l'auteur présumé des faits ne peut plus être invoquée.

Des mesures de justice restaurative issues de la loi du 15 août 2014 peuvent être proposées aux auteurs et aux victimes pour rétablir le lien social et offrir un espace de dialogue, sécurisé et encadré par les professionnels, afin de mettre un terme à la honte et la culpabilité inversées.

**La Fédération France Victimes** a été créée en 1986 sous l'impulsion de Robert Badinter.

Sa mission : promouvoir et développer l'aide et l'accompagnement des victimes et développer toutes mesures contribuant à améliorer leur reconnaissance.

1<sup>re</sup> fédération d'aide aux victimes en France, elle comprend 130 associations sur tout le territoire français et 1500 professionnels (juristes, psychologues, travailleurs sociaux).

France Victimes accompagne les victimes de : violences intrafamiliales, agressions physiques et sexuelles, injures, discriminations, harcèlement, et cybermalveillance, et aussi cambriolages, vols avec violence, escroqueries et abus de confiance, vandalisme, accidents de circulation, attentats terroristes, catastrophes naturelles.

France Victimes aide toutes les victimes à faire valoir leurs droits et les accompagne, notamment dans le cadre de la justice restaurative. Partout en France les victimes peuvent appeler le 116 006 pour recevoir l'aide de la fédération France Victimes.

**Contacts médias pour la fédération France Victimes :**

Clarisse Coufourier - [clarisse.coufourier@influenceetstrategie.fr](mailto:clarisse.coufourier@influenceetstrategie.fr) - 06 09 18 26 58

Olivier Roisin - [olivier.roisin@influenceetstrategie.fr](mailto:olivier.roisin@influenceetstrategie.fr) - 06 29 77 59 85